

# LA LETTRE DES

# Écologistes

## MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT

N°86 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2008  
Prix du numéro : 3 €

« Un homme qui n'est pas informé est un sujet, un homme informé est un citoyen »  
Alfred Sauvy

### La crise financière : le résultat de la course à la croissance.

La crise du système bancaire est présentée comme la conséquence d'un défaut de régulation du capitalisme financier. C'est vrai pour la fièvre boursière actuelle, mais c'est plus que cela. Pourquoi les banques américaines ont-elle prêté au-delà du raisonnable ?

Le capitalisme se nourrit de la croissance, au besoin en incitant à la consommation par la distribution d'argent virtuel et en accélérant l'obsolescence des produits. Cette croissance débouche aujourd'hui sur une crise climatique et environnementale, et trouve ses limites dans la pénurie de matières premières et d'énergie. Au-delà des difficultés du système financier d'outre-atlantique, ce sont ces limites qui vont saper l'économie mondiale. Le défi est d'inventer un système économique capable de fonctionner sans croissance.

Antoine WAECHTER, président du MEI

### Elections européennes : vers l'union des écologistes ?

Le MEI lors de son Conseil National du 23 Août avait pris la décision de constituer des listes européennes dans le cadre de l'Alliance Ecologiste Indépendante. France-Soir en a fait sa une le 26 août dernier sous la forme d'une interview de Francis Lalanne. Quelques jours après, l'un des ex bras-droits de Nicolas Hulot nous a contacté pour proposer au MEI de participer aux listes européennes de rassemblement des écologistes dirigées par Daniel Cohn Bendit et sur lesquelles on retrouve les Verts. Après avoir rencontré l'équipe de campagne de ces listes, le Bureau National du 30 septembre dernier a accepté de geler la participation du MEI aux listes de l'Alliance et de participer aux listes de rassemblement. Le Conseil National des 15 et 16 Novembre donnera des orientations plus précises sur la marche à suivre..

Patrice Miran, vice-président du MEI

### Climat : la bombe à retardement du méthane est-elle enclenchée ?

Un jour peut-être, l'histoire retiendra de 2008 que c'est cette année-là que le réchauffement climatique a commencé à accélérer d'une façon irréversible. Très accessoirement, certains historiens spécialisés dans l'économie noteront qu'une crise financière a touché l'ensemble de la planète.

Délire d'écologiste inconscient des effets qu'aura la crise financière sur les années à venir ? Non. Simplement une vision du monde un peu plus large que les œillères de nos dirigeants qui résumant la santé du monde à la croissance du PIB!

De quoi s'agit-il ? Des scientifiques ont pu observer en Arctique des dégagements de méthane venus du fond des mers. Ce qu'un membre du GIEC qualifiait en août dernier, aux journées d'été du MEI, d'épée de Damoclès, est peut-être en train de devenir réalité. S'il est encore trop tôt pour en être sûr, les résultats des études en cours nous signifient en tout cas qu'il ne peut être en aucun cas question de sacrifier l'écologie sur l'autel de l'économie, comme certains le souhaitent. L'enjeu de la crise écologique dépasse de très loin celui de la crise économique ! A lire en page 3.

Philippe Charreyron

## SOMMAIRE

### Éditorial :

La Crise financière  
Les élections européennes  
La bombe méthane

### Actualité : page 2 et 3

- Le plan européen de sauvetage des banques
- La bombe à retardement du méthane
- Droit de l'environnement : la charte de l'environnement consacrée

### Les journées d'été du MEI : pages 4 à 7

- Gaia, la terre organisme vivant
- La question européenne
- Quelle agriculture demain ?
- L'impératif climatique
- L'énergie
- La pêche et son avenir

### Bibliographie : p. 7

### Vie du mouvement et des régions : p. 8

- Ça se passe en région

### Directeur de Publication :

Philippe Charreyron

### Diffusion :

300 exemplaires papier +  
Internet  
IPNS

CPPAP n°1205 P 11182 –

ISSN

1277-6092

Dépôt légal n°1696-696

## Plan européen de sauvetage des banques : une bonne nouvelle pour l'Europe, des interrogations pour l'avenir

L'adoption du plan de sauvetage européen du système financier par les Etats de la zone Euro + le Royaume Uni est incontestablement une avancée de l'idée européenne. En effet, d'une part ce plan de sauvetage dépasse déjà celui des Etats-Unis. D'après les chiffres annoncés à Paris, Berlin, Madrid ou Vienne, l'enveloppe globale mise à la disposition des banques par les principaux États membres de l'Union européenne (UE) s'élève déjà à plus de 1 700 milliards d'euros, soit 13,6 % du PIB européen. À lui seul, le couple franco-allemand met 840 milliards d'euros sur la table. À titre de comparaison, le plan Paulson prévoit une aide de 700 milliards de dollars, soit 520 milliards d'euros. Si l'on y ajoute les nationalisations des agences de refinancement hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae, de l'assureur AIG, le soutien aux fonds monétaires et les garanties de la Fed au rachat de Bear Stearns, le plan de sauvetage du système financier américain approche les 1 200 milliards de dollars, soit 8 % du PIB.

Par ailleurs, l'approche traditionnellement très libérale défendue par la Banque Centrale Européenne et la Commission a été battue en brèche. En effet, sur les 1700 milliards annoncés, 250 sont des fonds destinés à la recapitalisation des banques. Dans la majorité des cas, ces fonds seront financés par l'émission de nouveaux emprunts d'État, ce qui ne manquera pas de peser sur les finances de la zone euro. Bruxelles a reconnu, hier, qu'il serait difficile d'atteindre l'objectif de zéro déficit en 2010. Berlin a d'ailleurs officiellement renoncé à atteindre l'équilibre du budget fédéral en 2011.

Enfin, il accélère l'intégration dans un modèle de capitalisme régulé des pays européens jusque là très atlantistes et libéraux. D'abord adopté par les Quinze, le plan de sauvetage des banques a été ensuite validé par les Vingt-Sept, c'est-à-dire par les États non membres de la zone euro. Cela a été l'objet du Conseil européen du 15 octobre. La Suède a annoncé qu'elle endosserait le plan de l'Eurogroupe sans toutefois sortir de fonds pour aider ses banques, qu'elle juge suffisamment bien capitalisées pour faire face à la crise actuelle. La banque centrale suédoise a malgré tout injecté près de 15,6 milliards d'euros sur son marché interbancaire. Frappés de plein fouet par la crise du crédit qui met en danger le financement de leurs économies, les pays de l'Est sont également happés par ce mouvement. Le président de la banque centrale de Pologne a promis un « paquet de mesures » pour « parer à la crise de confiance » qui menace le système interbancaire du pays. Le FMI et l'UE ont proposé leur aide à la Hongrie, où la fuite des capitaux avait fait chuter la devise nationale de 10 % au début du mois d'octobre. En Islande, où l'issue de la crise financière est toujours suspendue à l'octroi d'un prêt de 4,5 milliards d'euros en provenance de la Russie, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une intégration de l'île dans la zone euro, vue comme un parapluie protecteur très utile dans les périodes de turbulences. « Je suis contre

l'adhésion à l'UE », a reconnu hier le ministre islandais de la Pêche. « Toutefois, la tourmente actuelle nous impose d'envisager toutes les options », a-t-il ajouté.

Au delà de ces aspects positifs, ce plan de sauvetage laisse ouvertes deux questions fondamentales :

- la représentation des intérêts des usagers et des consommateurs au sein des conseils d'administration des banques. Si comme tout le laisse présager, une partie des 1700 milliards se traduit par une augmentation des dépenses publiques il serait normal que la représentation du public ne se limite pas à la durée de la détention d'actifs bancaires par l'Etat et aux représentants nommés par lui. Les banques devraient naturellement s'ouvrir aux usagers qui sont d'ailleurs dans la plupart des cas contribuables.
- le volume et la forme des crédits octroyés par les banques. Un des moteurs fondamentaux de la crise financière de cet automne est l'octroi excessif de crédits à des ménages non solvables et leur dispersion aux quatre coins du monde par différentes techniques financières permettant de spéculer sur le risque de non – remboursement. Ces développements doivent connaître un coup d'arrêt. Ce que montre cette crise c'est avant tout le caractère particulier de la profession de banquier. Sans revenir au contrôle des mouvements de capitaux, il est capital d'interdire certaines pratiques ( comme les hypothèques gagés sur des prévisions d'évolution des marchés immobiliers) et de développer des circuits de financement courts même dans nos pays dits développés qui sont a priori moins « contaminables » par des créances douteuses que les géants de la finance.

Au delà, c'est le sens même de notre civilisation qui est questionné par cette crise. En effet, les spéculateurs de tout poil ont pu prospérer sur le rêve sacro-saint de toute la classe moyenne américaine : être propriétaire de sa maison, de ses deux voitures sur son bout de terrain en périphérie d'une grande ville, le tout financé à 100 % à crédit. C'est ce modèle qui est mort avec la crise. Et pourtant, il reste au cœur du rêve de bonheur de l'humanité entière. Il revient à nous écologistes, de faire comprendre que ce rêve là a failli envoyer l'économie mondiale au tapis et que plus sûrement encore sa réalisation aurait provoqué la fin de l'aventure humaine. Il faut substituer à ce modèle un rêve basé sur l'enrichissement relationnel, en termes de savoir-faire, économe en crédit et en matières premières. L'inverse des mots d'ordre des Guizot et Sarkozy proposant comme accomplissement le statut de propriétaires ou rentiers.

Patrice Miran

# ACTUALITÉ

## Climat : la bombe à retardement du méthane est-elle enclenchée ?

C'est en tout cas ce que pourrait laisser craindre l'article de Steve Connor, dans The Independent daté du 23 septembre 2008.

Des scientifiques ont découvert la preuve que les fonds marins de l'Arctique commencent à libérer dans l'atmosphère des millions de tonnes de méthane, un gaz à effet de serre 20 fois plus puissant que le dioxyde de carbone. Les chercheurs ont pu observer le bouillonnement provoqué par le gaz à la surface de la mer.

Le méthane est un gaz dont l'effet de serre est environ 20 fois plus puissant que le dioxyde de carbone. Des quantités colossales (évaluées à deux fois l'équivalent de toutes les autres formes de carbone fossile : charbon, pétrole, gisement de gaz naturel) sont piégées sous forme d'hydrates de méthane au fond des océans et sous les sols gelés de Sibérie.

Sa libération pourrait accélérer le réchauffement de la planète par le biais d'un gigantesque processus de rétroaction dans lequel le méthane répandu dans l'atmosphère provoquerait une élévation des températures, ce qui aggraverait la fonte du pergélisol (sol gelé) sous-marin et libérerait encore plus de gaz.

Aujourd'hui, le processus pourrait bien être enclenché. Orjan Gustafsson, l'un des responsables d'une expédition scientifique sur le navire russe Jacob Smirnitskiy, décrit l'ampleur des émissions de méthane observées :

« Nous avons travaillé fiévreusement pour terminer le programme de prélèvement d'échantillons hier et la nuit dernière », écrit le Dr Gustafsson. « Une vaste zone d'intense libération de méthane a été découverte. Sur les précédents sites nous avons observé de fortes concentrations de méthane dissous. Hier, pour la première fois, nous avons observé une zone où la libération est si intense que le méthane n'a pas eu le temps de se dissoudre dans l'eau de mer, mais arrive sous forme de bulles de méthane à la surface. Ces « cheminées de méthane » ont été observées sur échosondeur et avec les [instruments] sismiques. » À certains endroits, les concentrations de méthane atteignaient 100 fois les niveaux habituels. Ces anomalies ont été constatées dans la mer de Sibérie orientale et la mer de Laptev. Elles portent sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, et totalisent des millions de tonnes de méthane, a déclaré le Dr Gustafsson.

Igor Semiletov, du département de l'Extrême-Orient de l'Académie Russe des Sciences, a dirigé depuis 1994 environ 10 expéditions dans la mer de Laptev. Depuis 2003, il a fait état d'une augmentation du nombre de « points chauds » de méthane (concentrations anormales), qui sont désormais confirmés par les instruments plus sensibles qui sont présents à bord du Jacob Smirnitskiy.

La cause très vraisemblable de ces phénomènes ? La hausse des températures moyennes de 4 degrés centigrades en Arctique au cours des dernières décennies, et le déclin spectaculaire de l'étendue recouverte par la banquise durant l'été qui accélère lui-même le réchauffement (l'océan absorbe plus la chaleur du soleil que ne le fait la surface réfléchissante de la glace).

Le réchauffement fait fondre la banquise, ce qui accélère le réchauffement. Le réchauffement libère du méthane, ce qui accélère le réchauffement. C'est peut-être un scénario de ce type qui a conduit à la fin de l'ère secondaire à la plus terrible des grandes extinctions que la planète a connues. A l'époque, 95% des espèces vivantes, animales et végétales, avaient disparu.

Plus que jamais, l'écologie doit guider nos choix !

Ph. Charreyron

## Droit de l'environnement : une bonne nouvelle !

### L'annulation par le Conseil d'Etat d'un décret pour violation de la Charte de l'environnement

Le décret d'application en question, adopté début août 2008, était la transposition d'un amendement à la Loi sur la protection des grands lacs.

Les grands lacs de montagne, dont la superficie est supérieure à 1 000 hectares, font l'objet d'une double protection : les communes riveraines sont soumises à la fois à la loi montagne et à la loi littoral. Certaines, comme Annecy, sont satisfaites de cette double protection, d'autres souhaitent l'assouplir pour faciliter les constructions. Or, le nouveau décret réduisait considérablement la protection de ces lacs, permettant ainsi l'extension du périmètre urbain.

La Ville d'Annecy a fait un recours contre ce décret d'application au motif qu'il ne répondait pas au principe de participation du public établi dans la Charte de l'environnement.

Par sa décision d'annulation du décret, prise le 3 octobre dernier, le Conseil d'Etat se fonde sur l'article 7 de la Charte qui consacre le principe de participation du public. Il affirme que « ces dispositions, comme l'ensemble des droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement, et à l'instar de toutes celles qui procèdent du Préambule de la Constitution, ont valeur constitutionnelle, qu'elles s'imposent aux pouvoirs publics et aux autorités administratives dans leurs domaines de compétences respectifs. »

Cette décision est très importante car elle consacre solennellement la valeur juridique de la Charte de l'environnement.

Monique Marquet

# Journées d'été du MEI à Bayeux

Les journées d'été du M.E.I. se sont déroulées à Bayeux, dans le Calvados, du 21 au 24 août 2008. Si le tourisme n'a pas été négligé, sur les plages du débarquement et au musée de la tapisserie, ces journées ont été comme d'habitude l'occasion d'échanges fructueux.

Au menu : l'Europe, l'agriculture, l'énergie, la pêche, le réchauffement climatique, l'économie, sans compter un peu de philosophie, avec une histoire de Gaia, la terre considérée comme un organisme vivant.

Compte-rendu des sessions....

## Gaïa, la Terre considérée comme un être vivant

Conférence de Thierry Bernard, du MEI, agrégé de philosophie.

Des scientifiques –James Lovelock en tête- défendent aujourd'hui le modèle de Gaïa, la terre, considéré comme un être vivant qui s'autorégule pour permettre à la vie de s'épanouir au mieux. Thierry Bernard nous a fait faire un voyage dans le temps pour découvrir qu'autrefois, (Antiquité, Renaissance), la Terre a déjà été envisagée et respectée comme un grand organisme.

Il s'agit de considérer que tout ce qui est et tout ce qui vit sur terre est interdépendant. Le climat agit sur la végétation, mais la végétation influence aussi le climat (régime des pluies, écoulement des eaux, etc.). La végétation présente conditionne la vie des animaux, comme la présence des animaux régule la végétation.

Les cycles de l'eau et du carbone, pour ne citer que les plus connus, prouvent bien aujourd'hui ces interactions permanentes.

Cette vision ne suppose pas nécessairement que le macro organisme vivant Gaïa a une conscience propre. Par contre, elle implique que toute atteinte à la terre –déforestation, exploitation de mines, pêche, etc.- est une atteinte à l'ensemble de l'organisme... donc à nous-même puisque nous faisons partie de Gaïa ! Comme tout organisme vivant, Gaïa supporte de petites blessures... mais d'autres sont beaucoup plus graves, comme celles que l'homme est en train de lui infliger.

## La question européenne

En guise d'introduction au débat, Antoine Waechter a rappelé que les élections européennes se tiendront en 2009. Le MEI doit avoir un discours et une position claire sur plusieurs sujets fondamentaux.

1. Face à la crise mondiale –énergétique, climatique, alimentaire- la question centrale aujourd'hui est celle du rôle que peut jouer l'Europe.
2. La crise en Georgie est là par ailleurs pour nous rappeler que les équilibres en Europe restent fragiles, et que les enjeux énergétiques sont cruciaux. Comment l'Europe peut-elle prendre position vis à vis de la Russie dont elle dépend fortement pour ses approvisionnements en gaz et en pétrole ?
3. La difficulté à adopter une position européenne commune sur ces questions renvoie à au fonctionnement de l'Europe et aux projets de traités successifs (constitution européenne puis « mini-traité ») refusés par référendum.
4. Le projet d'Union méditerranéenne pose enfin la question de ses relations avec l'Union Européenne et de ses perspectives.

L'Europe qui s'est construite au fil des ans a été incontestablement un facteur de paix et de collaboration entre ses membres.

L'Europe a aussi été incontestablement un élément moteur de la protection de l'environnement.

Pourtant, l'Europe s'est éloignée de la vision qu'en avaient ses fondateurs, en devenant essentiellement un outil d'intégration et de libéralisation économique. La désaffection des peuples vis à vis de l'Europe est aussi due au manque de courage des politiques qui, perdant du pouvoir face aux pouvoirs économiques, rejettent sur l'Europe la responsabilité de décisions impopulaires. Le rejet par les français et les hollandais d'abord, puis par les irlandais, des projets de traités constitutionnels traduit à la fois le refus du libéralisme économique et une forme de repli national, et de refus des solidarités entre les états.

Face à cela, de nombreux intervenants ont plaidé pour un engagement fort du MEI qui redonnerait à l'Europe à la fois une vision, un projet et une image positive et même enthousiasmante auprès des peuples qui la composent.

Cette vision est celle d'une Europe fédérale, unitaire, seule capable de lutter contre les nationalismes et de promouvoir au niveau mondial un nouveau droit international.

Cela passe par la définition de ce que l'Europe doit être, en interne (organisation ? fiscalité, régimes sociaux, etc. ?) et de ses positions vis à vis du reste du monde (Quelle diplomatie ? Quelles positions sur les grands enjeux et conflits mondiaux ?).

Face aux réticences de ceux qui voient le libéralisme des politiques européennes actuelles, les partisans d'une position résolument pro-européenne pensent qu'il faut à la fois faire avancer et changer l'Europe, mais surtout pas la paralyser. L'économie a été le moteur de la création de l'Union, il faut utiliser l'Union ainsi créée pour inventer une autre économie.

Intervention de Didier de la Porte, agriculteur dans le Calvados, à Honfleur

Didier a repris la ferme de son père en 1979, mais sa famille n'était pas une famille d'agriculteurs à l'origine. Il a une formation d'ingénieur agronome. A la suite à une conférence sur les influences cosmiques en agriculture, Didier a voulu tester ces théories, avec un esprit scientifique et observateur.

Convaincu par les premiers résultats, et renforcé au fil des ans dans sa conviction par plusieurs épisodes lui démontrant la sensibilité des animaux et la possibilité d'une communication avec eux, il a évolué constamment depuis vers une pratique de l'agriculture basée sur l'écoute et l'observation des plantes, des animaux, des parasites ; l'agriculture biodynamique.

A la différence de l'agriculture biologique, qui peut être pratiquée avec l'esprit d'un chimiste (seule différence : les produits de traitement ne sont pas d'origine chimique), l'agriculture biodynamique repose sur la recherche constante d'une situation d'équilibre harmonieux et naturel : un parasite ne doit pas être éliminé par un traitement ; il est vu comme le révélateur d'un dysfonctionnement, d'une rupture de l'équilibre. Ainsi, les parasites arrivent sur une parcelle si une culture est renouvelée au même endroit : la terre indique qu'elle n'en veut plus.

Son expérience va tout à fait dans le sens de Gaïa, la terre organisme vivant en équilibre, telle qu'elle a été présentée par Thierry Bernard.

Plus d'informations sur l'agriculture biodynamique en écrivant à [Info@bio-dynamie.org](mailto:Info@bio-dynamie.org) ou [biodynamie@bio-dynamie.org](mailto:biodynamie@bio-dynamie.org). Voir également les livres publiés par le groupement de biodynamie ou aux éditions Terre Vivante

Sur sa ferme de 16 hectares, il a 120 poules, 9 vaches laitières et un taureau pour la reproduction, 1,35 ha de cultures maraîchères (le reste en prairies naturelles), dont 14 ares en serres non chauffées, quelques ruches pour la pollinisation. L'ensemble de la production fonctionne en boucle, le compost nourrissant les sols, le lactosérum issu de la fabrication du fromage blanc nourrissant les poules, etc.

Il n'est pas possible d'extrapoler le modèle de sa ferme pour savoir si ce genre d'agriculture permettrait de nourrir la planète, la part donnée aux prairies pour la production laitière étant trop importante (rendement en protéines faible par rapport à une culture céréalière ou de légumes). Son expérience montre cependant qu'une agriculture respectueuse de l'environnement est tout à fait possible et permet de faire vivre des agriculteurs.

Conférence publique animée par Michel Petit, expert auprès du GIEC, et président de la Société Météorologique de France

M. Petit a exposé les scénarii étudiés par le GIEC, et les prévisions résultantes. Il ressort de son exposé, très documenté, des certitudes et des inconnues.

Les certitudes :

- le réchauffement moyen de la planète est une réalité indiscutable, de même que la responsabilité des activités humaines dans ce réchauffement
- du fait de l'extrême complexité des phénomènes climatiques, ses effets seront très divers sur la surface du globe : élévations de température plus ou moins élevées selon les endroits, modifications du régime des pluies, des vents, etc. Plutôt que d'un réchauffement, c'est d'un dérèglement du climat dont il faut parler.
- Globalement, la violence des phénomènes climatiques extrêmes va s'accroître : ouragans, sécheresses, inondations...
- L'inertie de certains phénomènes climatiques fait que les effets seront perçus avec retard. La fonte des banquises du Groenland ou de l'Antarctique, et donc la montée des océans, se poursuivra des centaines d'années après la stabilisation de la température du globe. Si la température monte de 6°C (scénario aujourd'hui le plus défavorable), l'élévation du niveau des océans en 2100 sera de 50 cm, mais il ne fait aucun doute que toute la banquise du Groenland finira par fondre, entraînant une montée des eaux de 7 m (sans compter la fonte d'une partie non négligeable de l'Antarctique, dont la fonte totale ferait monter le niveau des eaux de ... 65 m !).

Les inconnues :

- outre les incertitudes inhérentes à des modèles extrêmement complexes, nous ne savons pas ce que seront les politiques de demain en matière d'énergie et de développement. Le GIEC a étudié plusieurs scénarii, il n'est pas possible de savoir lequel sera le plus proche de la réalité. Une limitation à 2°C du réchauffement –scénario le plus optimiste, dans le cas de changements rapides et importants de nos modes de consommations d'énergie) serait supportable ; un scénario à +6°C signifie des bouleversements tellement importants que la survie même de l'humanité peut être en jeu.
- Les modèles du GIEC ne prennent pas en compte une éventuelle libération du méthane stocké au fond des océans et dans les sols gelés, sous forme hydratée. Si ce méthane (qui représente deux fois plus de carbone que toutes les autres formes d'énergie fossile, charbon, pétrole, gisement de gaz) commence à être libéré sous l'effet du réchauffement, il va contribuer à ce réchauffement et sa libération s'accroîtra. En peu de temps, cela peut conduire à une élévation supplémentaire de la température de 4 ou 5° (c'est le scénario retenu aujourd'hui pour expliquer la plus grande disparition des espèces, à la fin de l'ère secondaire). Aucun scientifique ne s'aventure aujourd'hui à faire des prévisions dans ce domaine, mais ce phénomène est qualifié d'épée de Damoclès par M. Petit.

## L'énergie : quelle réponse au défi de la crise climatique et au déclin du pétrole ?

Echanges parfois passionnés sur ce thème : si tous sont d'accord pour dire qu'il faut réduire les consommations d'énergie, les avis sont parfois divergents sur les sources d'énergie à favoriser ou au contraire à éliminer le plus rapidement possible. Faut-il développer l'éolien malgré des coûts très élevés, ou faut-il plutôt investir dans des économies d'énergie ? Le nucléaire – dont tous reconnaissent les dangers – est-il nécessaire de façon transitoire pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ?

A l'issue du débat s'engage plusieurs idées fortes sont ressorties :

1. La diminution drastique des consommations d'énergie est l'objectif prioritaire sans lequel rien n'est possible
    - La ressource en pétrole est en voie d'épuisement ; aucune énergie aujourd'hui ne peut la remplacer avec la même facilité d'utilisation et la même concentration en énergie. L'effondrement de la ressource va avoir des répercussions énormes sur l'ensemble de l'activité économique.
    - aujourd'hui, le monde consomme toujours plus. Si la tendance ne s'inverse pas, tous les efforts faits par ailleurs seront vains.
  2. Même si nous ne disposons pas de tous les éléments irréfutables pour prévoir les évolutions climatiques, nous savons qu'il y a urgence à agir.
    - Les changements climatiques à venir auront de toutes façons des conséquences majeures. Voir ci-dessous le compte-rendu de la conférence de M. Petit, du GIEC (groupe intergouvernemental d'études sur le climat). A titre indicatif, il y a 400 000 ans, avec 5° de moins, on marchait sur la glace de Brest à New-York. Inversement, avec 4 ou 5° de plus, les calottes glacières du Groenland et du pôle sud vont fondre.
    - Du fait de l'inertie de ces phénomènes, les décisions prises aujourd'hui ne montreront leurs effets que dans plusieurs décennies. Il faut agir avant que les phénomènes ne soient irréversibles.
  3. Les incitations financières ne sont pas suffisantes pour faire changer significativement les consommations d'énergie :
    - Outre le fait qu'elles introduisent une discrimination en permettant aux riches de polluer, leurs effets risquent d'être trop limités et trop progressifs face à l'urgence du problème. Les sensibilisations et les lois anti-tabac ont mis 15 ans à changer complètement les mentalités, pour un aspect limité de notre vie. Combien de temps faudra-t-il pour changer complètement nos modes de vie (et de pensée !).
    - Nos consommations d'énergie sont déterminées par la façon dont la société s'est organisée (exemple de l'aménagement du territoire qui rend la voiture indispensable). Changer ce mode d'organisation sera difficile.
    - Il faut y associer y sensibilisation et réglementation : interdiction de certains usages de l'énergie, interdiction de matériels fortement consommateurs, réduction des vitesses maximales sur route, restriction sur les transports, etc. Des mesures de ce type, outre leur effet immédiat, contribueraient à la prise de conscience du public de la gravité de la situation.
- Ceci pose la grave question de la possibilité de conduire les réformes nécessaires dans une démocratie.
- De nombreuses mesures nécessaires vont à l'encontre des politiques libérales. Quel pouvoir politique osera s'opposer aux pouvoirs économiques ?
  - De nombreuses mesures seront également fortement impopulaires. Quel pouvoir politique osera tenir un discours impopulaire et affronter les électeurs ?

Plus le temps passe, plus les réformes à entreprendre seront drastiques, et plus le risque est grand de devoir recourir à la « dictature écologique ».

4. Les énergies renouvelables ne sont qu'une petite partie de la solution
  - Elles ne peuvent en aucun cas remplacer les énergies nucléaires ou fossiles avec les niveaux de consommation actuels ;
    - o le laisser croire ou le faire croire est très dangereux, car cela entretient l'illusion que nous n'aurons pas à changer nos modes de consommation.
    - o en supposant même que cela soit possible, cela permettrait à l'homme de continuer à ravager la planète
  - L'alimentation en énergie des mégapoles existantes ou en cours de constitution dans les pays en voie de développement nécessite de fortes concentrations de production d'énergie que les énergies renouvelables ne pourront assurer.
  - Les énergies renouvelables comme le solaire et l'éolien posent aussi la difficile question du stockage de l'énergie (plus facile à gérer cependant localement que sur de grosses centrales de production).
  - Le coût réel de l'électricité solaire et éolienne est très élevé ; s'il n'apparaît pas comme tel aujourd'hui, c'est parce qu'il est dilué dans le prix de l'électricité fossile ou nucléaire.  
**Cela ne signifie pas bien sûr qu'il faille y renoncer. Elles représentent une solution si nous consommons moins. Il y a par ailleurs d'autres pistes à explorer, par exemple utilisation de l'ensoleillement sur la rive sud de la Méditerranée avec transport par câble sous la Méditerranée, ou l'énergie hydrolienne.**
5. Si l'énergie nucléaire peut apparaître indispensable aujourd'hui compte tenu des graves inconvénients du charbon en terme d'effet de serre, la sortie du nucléaire doit rester un objectif
  - La production nucléaire est régulée par l'offre ; il s'agit de consommer l'énergie produite. La poursuite du nucléaire s'opposera à une réduction des consommations d'énergie.
  - les quantités d'uranium disponibles sont de toutes façons restreintes. Avec les technologies et les consommations actuelles, cela représente environ 60 ans de production.
  - Les risques d'accident sont réels ; le fait que les incidents mineurs ou anomalies comme ceux qui ont été révélés cet été soient courants ne doit pas nous rassurer, mais au contraire nous inquiéter
  - Le problème des déchets radioactifs n'est pas réglé
  - Le nucléaire présente aussi des risques géopolitiques ; son usage partout dans le monde augmente les risques de développement incontrôlé de nucléaire militaire.
6. La gestion de l'énergie doit être mondiale
  - Les chinois ont des réserves énormes de charbon et n'hésitent pas à le consommer pour se développer
  - Les prélèvements d'énergies fossiles devraient être taxés au niveau mondial.

## La pêche et son avenir

Intervention de Thierry Resch, responsable formation continue des adultes au lycée aquacole de Cherbourg, puis de Monique Marquet, du MEI

L'intervention de M. Resch, centrée sur la cas de la Basse Normandie, et celle de Monique Marquet, centrée sur le cas de la Méditerranée et celui du thon rouge, ont permis aux participants de mieux comprendre les difficultés de la pêche, mais aussi de voir que des solutions existent pour gérer correctement une ressource, à travers l'exemple de la coquille Saint-Jacques.

Les ressources de la mer sont en forte diminution, pour les  $\frac{3}{4}$  des espèces pêchées et commercialisées. Face à cette situation, il est essentiel que le métier de pêcheur évolue en prenant de plus en plus en compte la gestion de la ressource et la rentabilité. En matière de pêche comme dans d'autres domaines, la qualité est souvent plus rentable que la quantité. Ainsi, du poisson de ligne qui ne sera pas abîmé, comprimé dans un filet, sera vendu plus cher et avec un impact moindre sur la ressource. Les jeunes générations le comprennent bien, les anciennes ont plus de mal à admettre qu'il faut pêcher moins, mais de façon plus raisonnée. Malheureusement, tous les comportements ne sont pas responsables, ni même respectueux de la réglementation (dissimulation de prises quand des quotas existent par exemple).

Les consommateurs ont également une part de responsabilité dans les difficultés de la pêche : en privilégiant des espèces aujourd'hui sur pêchées, en dédaignant des espèces encore abondantes –maquereaux, sardines, chinchards-, il pousse les pêcheurs à faire des choix de pêche préjudiciables à la ressource. C'est le cas par exemple de la pêche hauturière (en haute mer) qui va chercher des poissons encore abondants, mais qui, pour certains, ne se reproduisent que tous les 10 ans !

C'est également le cas quand le consommateur achète du poisson d'élevage. Tous les poissons actuellement élevés sont des poissons carnivores, élevés avec des farines de poisson. Il faut entre 4 et 6 kg de poissons transformés en farine pour produire un kg de poisson d'élevage ( et jusqu'à 20 kg de poisson pour produire un kg de thon rouge !). Il serait nettement préférable pour la ressource halieutique que le consommateur achète des maquereaux au lieu d'acheter du saumon d'élevage nourri avec des maquereaux. Sans compter que le poisson d'élevage est souvent farci d'antibiotiques, voire d'hormones, et que le kg de maquereaux coûte 4 fois moins cher que le kg de saumon d'élevage !

## Bibliographie

Un ouvrage indispensable : le « petit cours d'auto-défense intellectuelle » de Normand Baillargeon.

Cet ouvrage constitue une véritable initiation à la pensée critique, plus que jamais indispensable à quiconque veut assurer son autodéfense intellectuelle... c'est à dire à ne pas se laisser manipuler !

On y trouve un large survol des outils fondamentaux que doit maîtriser tout penseur critique : le langage, la logique, la rhétorique, les nombres, les probabilités, la statistique etc. ; ceux-ci sont ensuite appliqués à la justification des croyances dans trois domaines cruciaux : l'expérience personnelle, la science et les médias.

Interrogé sur son livre et son ardente nécessité, l'auteur rappelait entre autres choses deux expériences fameuses dans le domaine social :

- celle de Milgram sur la soumission à l'autorité, qui explique comment des dictatures peuvent fonctionner et faire accomplir à des êtres humains des actes avec lesquels ils sont pourtant en désaccord (expérience reprise dans le film *I comme Icare*)
- l'expérience de Solomon Asch sur le conformisme qui pousse des sujets à donner une réponse manifestement fausse avec laquelle ils sont en désaccord, par le fait que d'autres avant eux ont majoritairement donné cette réponse fausse.

Une troisième expérience célèbre (de Serge Moscovici, Elisabeth Lage et Martine Naffrechoux) montre, elle, qu'une minorité peut influencer un groupe majoritaire (à l'opposé donc du conformisme démontré ci-dessus) à la double condition que chacun des membres du groupe affiche une conviction ferme, individuellement, et que le groupe affiche une cohésion dans sa conviction.

La force de conviction peut avoir des effets redoutables. Les psychologues disent que dans un message, la part la plus importante du message est dans l'attitude corporelle, ensuite dans les intonations, et que les mots eux-mêmes ne véhiculent qu'une petite part de l'information. Et l'expérience de nos hommes politiques –et notamment le premier d'entre eux- montre que « plus c'est gros, mieux ça passe », si la conviction est suffisante.

Autant de bonnes raisons d'apprendre à se protéger. Le cours d'autodéfense intellectuelle a pour but de nous aider à nous libérer de cette pression de la société pour exercer de façon plus juste notre libre-arbitre.

Pour en savoir plus, <http://www.luxediteur.com/lux/instinctdeliberte/petitcoursdautodefenseintellectuelle/>

Un exemple concret d'autodéfense intellectuelle : comment, avec des calculs très simples, analyser quelques chiffres :

- nos dirigeants aimeraient nous faire « bénéficier » d'une croissance forte (quitte à aller la chercher avec les dents...). 3% par an seraient paraît-il très bien pour lutter contre le chômage et nous assurer prospérité. A ce rythme là, le PIB (produit intérieur brut, la mesure de l'activité économique) aura été multiplié par 3,46 (1,03 à la puissance 42) d'ici 2050.
- Les mêmes dirigeants nous disent qu'il faut d'ici cette date avoir divisé par 4 nos émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les pays développés, autrement dit avoir divisé par 4 nos consommations d'énergie fossile.

Pour atteindre les deux objectifs ci-dessus, il faudrait consommer 14 fois moins de pétrole, de gaz et de charbon qu'aujourd'hui pour un même PIB. Quand on sait la place toujours croissante des transports (à 95%, du pétrole) dans l'économie, cela paraît complètement impossible... et ça l'est sûrement, ce qui devrait nous convaincre que la croissance illimitée est une illusion !

# VIE DU MOUVEMENT

La communication est un élément clé de la vie d'un parti politique, que ce soit vers l'extérieur ou à l'intérieur du mouvement. Pour la faciliter, le Conseil National du mois d'août a pris les décisions suivantes :

- Une réunion téléphonique est désormais organisée dans les 15 jours, avec toutes les personnes qui souhaitent y participer
- Sur demande de n'importe quel groupe local du MEI, un spécialiste informatique est à la disposition des adhérents, moyennant le remboursement des frais de déplacements, pour les aider notamment à mettre en place ou développer un site Internet région.

N'hésitez pas à utiliser l'une ou l'autre de ces possibilités !

## Auvergne

Le MEI Auvergne se réunit le dimanche 19 octobre, au programme la préparation des régionales avec la rencontre avec les adhérents de CAP21 le dimanche après midi pour une liste commune

Dans le Cantal, sous l'impulsion de deux élus dont un membre du MEI, est en train de se monter une association d'élus à sensibilité écologiste. Le but de celle-ci est l'information des membres de l'association et d'essayer de tirer vers le haut les choix des communes, des intercommunalités, du conseil général et des élus nationaux. Nous sommes actuellement une dizaine à nous réunir dans l'intercommunalité dont trois maires de petites communes. Pourquoi ne pas faire boule de neige ?.....

Michel Fabre

## Avis à nos élus

« NOTRE VILLAGE, TERRE D'AVENIR » est une association réservée aux communes de moins de 3500 habitants qui soutient ses adhérents à faire un diagnostic « écologique » ( à partir de 700 critères de l'Agenda 21 ) et à mettre en place une politique adéquate en aval.

Le président en est le maire de BEYNAT en Corrèze, je suis allé à la dernière assemblée générale et ai rencontré des maires très intéressants .

Les communautés de commune dont le bourg centre est inférieur à 3500 habitants peuvent aussi y adhérer

Pour joindre le MEI :  
26 ter rue Nicolaï. 75012 Paris

site [www.mei-fr.org](http://www.mei-fr.org)

[jacques.lancon@orange.fr](mailto:jacques.lancon@orange.fr)

## Corse

Le MEI Corse est aujourd'hui sous la houlette de Jean-François Bacarelli une des sections les plus dynamiques. Il a maintenant son site Internet : <http://www.baccarelli.fr>.

## ADHÉRER - S'ABONNER – S'INFORMER – NOUS SOUTENIR

### ADHÉRER

- 40 Euros (60% récupérables sur impôts)
- 16 Euros si non imposable

### S'ABONNER À LA LETTRE DES ÉCOLOGISTES

- 1 an : 12 Euros (10 euros pour les adhérents)
- Faire un don

### S'INFORMER

- Recevoir gratuitement la Charte et les Statuts du M.E.I.
- Connaître les coordonnées de l'animateur de ma région

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : .....

Ville : .....

Tél : .....

Portable : .....

E-mail : .....

À retourner avec le règlement à :

M.E.I. 26 ter rue Nicolaï, 75012 PARIS